

## Collège d'autorisation et de contrôle

### Avis 41/2024

#### **Avis relatif au respect des engagements et obligations de l'éditeur Buzz Records SPRL pour le service No Radio au cours de l'exercice 2023**

L'éditeur Buzz Records SPRL, inscrit au registre des personnes morales sous le numéro BE0716.812.380, a été autorisé à diffuser, en tant que radio indépendante, le service No Radio par voie hertzienne terrestre à partir du 11/07/2019.

En date du 04/03/2024, l'éditeur Buzz Records SPRL a transmis au CSA son rapport annuel relatif à la diffusion du service No Radio pour l'exercice 2023, en application de l'article 3.1.3-7, §5 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos.

Lors du processus d'autorisation, et sur base des éléments repris dans le dossier de candidature, le Collège a attribué à l'éditeur le profil "Géographique" à titre principal et "Généraliste" à titre secondaire.

### **1. Programmes du service No Radio**

#### **1.1. Nature des programmes**

Selon les informations transmises par l'éditeur, les programmes sont répartis en diverses catégories de la manière suivante :

- Musique : 93%
- Contenu parlé (hors animation classique) de type chronique ou émission thématique : 4%
- Informations : 2%
- Publicités : 1%

La production d'une semaine type est assurée à concurrence de 16 heures dans les conditions du direct et à concurrence de 152 heures par des moyens automatiques (diffusion musicale en continu, voice-tracking, rediffusion, etc.).

#### **1.2. Programmes d'information**

L'éditeur déclare avoir diffusé en 2023 des programmes d'information pour un total hebdomadaire de 168 minutes. Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur s'engageait à diffuser 176 minutes de programmes d'information par semaine. L'engagement n'est pas rencontré.

Le Collège constate que l'éditeur ne respecte pas ses engagements initiaux en matière d'information. Cependant, vu le faible écart de volume avec les engagements, le Collège considère qu'il n'y a pas lieu d'établir de manquement en la matière.

Pour cet exercice, l'éditeur n'a pas recouru aux services d'un journaliste professionnel accrédité.

L'éditeur dispose d'un règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information. Il a adhéré à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

## 2. Engagements de l'éditeur en matière de programmation

L'article 4.2.3-1 du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos prévoit que tout éditeur d'un service de média sonore autorisé à diffuser par la voie hertzienne terrestre analogique et numérique est tenu de veiller à la promotion culturelle, et sauf dérogation, d'assurer un minimum de 70% de production propre, de diffuser ses programmes en langue française, d'assurer dans sa programmation musicale un minimum de 30% d'œuvres musicales de langue française et au moins 6% d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale, sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle. Parmi ces 6%, au moins  $\frac{1}{3}$  des œuvres doivent être diffusées entre 6h et 22h. Ce taux de 6% devra croître graduellement et chaque année à compter de l'entrée en vigueur du décret pour atteindre 10% pour les radios en réseau et 8% pour les radios indépendantes à l'horizon 2026.

Lors de leur demande d'autorisation, les éditeurs ont été amenés à prendre leurs propres engagements en ces matières. Ces engagements peuvent être supérieurs aux seuils légaux. C'est sur ces engagements que porte le contrôle annuel.

### 2.1. Promotion culturelle

Dans sa demande d'autorisation, l'éditeur annonçait assurer une durée de 360 minutes de promotion culturelle au sein de sa programmation. En 2023, selon l'analyse des informations déclarées dans son rapport annuel, l'éditeur a réalisé une moyenne de 35 minutes de promotion culturelle hebdomadaire. L'éditeur ne rencontre pas son objectif de promotion culturelle.

L'éditeur n'a pas répondu aux questions qui lui ont été transmises dans le cadre de la procédure de contrôle annuel.

### 2.2. Production propre

L'éditeur s'est engagé à réaliser 90,00% de son programme en production propre. Pour l'exercice 2023, il déclare que la proportion globale de production propre a été de 97,00%. Après vérification par les services du CSA, cette proportion est établie à 94,85%. L'éditeur rencontre son engagement.

### 2.3. Programmes en langue française

L'éditeur s'est engagé à réaliser 100% de son programme en langue française. Pour l'exercice 2023, il déclare que la proportion globale de langue française a été de 100%. L'éditeur rencontre son engagement.

### 2.4. Diffusion musicale sur des textes en langue française

L'éditeur s'est engagé à diffuser 40,00% de musique chantée sur des textes en langue française. Sur l'ensemble de l'exercice 2023, il déclare que la proportion de musique en langue française a été de 45,00% de la musique chantée. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 46,63% de musique



avec des paroles francophones. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 46,63%. L'éditeur rencontre son engagement.

## **2.5. Diffusion musicale d'œuvres de la Communauté française**

Lors de son autorisation, l'éditeur s'est engagé à diffuser 15,00% dont au moins 11,25% entre 6 heures et 22 heures d'œuvres musicales émanant d'auteurs, de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs musicaux dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. Sur l'ensemble de l'exercice 2023, il déclare que la proportion globale de musique de la Communauté française a été de 25,00% et de 17,00% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. Dans son analyse de l'échantillon, l'éditeur relève 27,70% et 18,20% respectivement pour ce critère. Après vérification par les services du CSA des conduites musicales fournies, cette proportion est établie à 26,93% et à 17,46% sur les œuvres diffusées uniquement entre 6 heures et 22 heures. L'éditeur rencontre son engagement.

## **3. Avis du Collège d'autorisation et de contrôle**

Comme il a été rappelé, le présent avis porte non seulement sur la manière dont l'éditeur Buzz Records SPRL a respecté ses obligations légales pour l'exercice 2023, mais aussi sur la manière dont il a rempli les engagements qu'il a volontairement pris dans son dossier de candidature, et qui ont amené le Collège à autoriser le service No Radio plutôt que d'autres candidats.

Le Collège conclut qu'au cours de l'exercice 2023, l'éditeur a respecté ses obligations en matière de règlement d'ordre intérieur en matière d'objectivité dans le traitement de l'information et d'adhésion à l'Association pour l'Autorégulation de la Déontologie Journalistique.

Sur base des déclarations et informations consignées dans son rapport annuel, l'éditeur Buzz Records SPRL a également respecté ses engagements en matière de production propre, de diffusion en langue française, de diffusion d'œuvres musicales en langue française et de diffusion d'œuvres musicales émanant de la Communauté française.

En matière de programmes d'information, le Collège constate un manquement par rapport à l'article 3.1.3-3, § 2, 5° du décret du 4 février 2021 en vertu duquel l'éditeur de services a pris un engagement de diffusion de programmes d'information a minima. Toutefois, vu le faible écart et la proactivité de l'éditeur qui a déjà apporté une solution pour l'exercice en cours, le Collège décide de ne pas notifier de grief et sera particulièrement attentif au respect de cet engagement lors des prochains contrôles.

En matière de promotion culturelle, le Collège décide de notifier un grief pour non-respect des engagements pris par l'éditeur dans le cadre de l'article 4.2.3-1, alinéa 1er, 1° du décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos relatif à l'obligation de veiller à la promotion culturelle.

Fait à Bruxelles, le 13 juin 2024.

DocuSigned by:  
*Marie Coomans*  
DC9C4D582F4644B...

DocuSigned by:  
*Karim Bourki*  
08013E62BA9E470...